

15 mai : action unitaire pour nos salaires et pour l'emploi !

Après les annonces du premier ministre qui confirme le gel du point d'indice des fonctionnaires et annonce celui des pensions de retraite et des prestations sociales, il est grand temps d'agir. Avec la quasi totalité des fédérations de fonctionnaires, la FSU appelle tous les agents à se mobiliser le 15 mai prochain. Nous n'accepterons pas 7 années blanches pour nos salaires ! C'est une décision injuste d'autant que les pertes de pouvoir d'achat sont déjà lourdes dans un contexte où les inégalités salariales sont grandes, notamment entre les femmes et les hommes, où 20% des agents sont payés au niveau du SMIC, où il y a près d'1 million de non titulaires, beaucoup de précarité et que toutes les qualifications sont loin d'être reconnues. Le gel du point d'indice pénalise d'abord les jeunes et les personnels les moins rémunérés. C'est économiquement inefficace !

Qui peut croire que le seul effort des fonctionnaires, comme de l'ensemble des salariés, et maintenant des retraités, va combler un déficit alors que cela fait des années qu'ils payent déjà pour enrayer une crise dont les causes sont liées d'abord à la financiarisation de l'économie. Quant à l'emploi public, si la FSU acte positivement le maintien des engagements présidentiels en matière d'emploi pour les secteurs prioritaires, elle considère que le faire par redéploiement fragilise d'autres secteurs.

C'est pourquoi elle rappelle l'urgence à créer les emplois de qualité partout où cela est nécessaire. Les investissements pour moderniser les services publics et la fonction publique, pour la rendre plus attractive, sont nécessaires. Il est indispensable de développer des services publics de qualité et de proximité pour lutter contre les inégalités et les fractures sociales dans et entre les territoires.

Le 15 mai prochain, il revient à tous les agents de la fonction publique de se mobiliser pour exiger la fin du gel du point d'indice et l'ouverture de négociations et la création des emplois de qualité nécessaires.

**CGT - FSU - FO
appellent les agents du MEDDE-MLET
à faire grève le 15 mai 2014
Toutes et tous aux manifestations**

Le 15 mai 2014, toutes et tous en grève à l'appel de CGT, FSU et FO au MEDE-MLET

L'austérité, c'est :

- Une perte de pouvoir d'achat depuis 2000 équivalente à 2 mois de salaire par an, due à la faible revalorisation du point et au gel depuis 2010, à l'augmentation de la retenue pour pension.
- 7 ans de gel du point d'indice, si les orientations annoncées par Valls se confirmaient.
- Des règles d'avancement certes respectées mais dans une grille qui se dévalorise, comme si l'on remontait un escalator qui descend. Dans de nombreuses situations, la progression indiciaire est trop faible pour même compenser les pertes.

L'austérité, c'est :

- Des suppressions d'emplois qui continuent dans les secteurs jugés « non prioritaires ».
- Près d'un million de non titulaires.
- La précarité vécue par beaucoup.
- Des conditions de travail dégradées, d'autant plus que les méthodes managériales menacent la cohésion des collectifs de travail.

Le 15 mai, pour des rémunérations revalorisées :

- Une revalorisation immédiate du point d'indice.
- La refonte de la grille pour une meilleure reconnaissance des compétences et qualifications.
- L'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire.

Le 15 mai, pour des emplois publics de qualité correspondant aux besoins, dans tous les secteurs sociaux

- Pour l'éducation, mais aussi pour la santé, la culture, le logement, les transports, l'énergie...
- Le développement des garanties pour les contractuels.
- Des perspectives de carrière et de mobilité pour tous les agents.
- La possibilité d'exercer des missions de service public dans des conditions décentes.

L'austérité, c'est injuste, inacceptable.....et inefficace !

Les salaires ne sont pas responsables de la crise. Les salaires sont pour l'essentiel dépensés et font vivre une partie importante de la population ; les salaires et les pensions favorisent la consommation et la relance. Des salaires augmentés, c'est aussi plus de cotisations et plus de ressources fiscales.

Pour relancer l'emploi dans le secteur privé c'est aux causes de la crise qu'il faut s'attaquer, pas à l'emploi public, pas aux salaires des agents de la Fonction publique.

Non au pacte dit "de responsabilité"

Tous dans l'action le jeudi 15 mai 2014